

Finis les demi-vérités sur les morts du Rweru : Bujumbura accuse nommément Kigali

RFI, 15-10-2014 Pour le Burundi, les cadavres du lac Rweru viennent du Rwanda. Depuis bientôt trois mois, une polémique oppose Bujumbura et Kigali à propos de mystérieux cadavres découverts flottant dans un lac situé entre le Burundi et le Rwanda. Le procureur général de la République au Burundi a annoncé hier, mardi, au cours d'une conférence de presse le résultat préliminaire d'une enquête menée par ses services et qui établit que ces cadavres provenaient du pays voisin. Et ce alors que les autorités burundaises avaient annoncé la mise sur pied d'une commission mixte burundo-rwandaise pour enquêter sur les quatre cadavres repêchés.

Finis le temps des demi-vérités et autres prudences de langage, le procureur général du Burundi, Valentin Bagorikunda est formel : ces quatre cadavres repêchés dans le lac Rweru venaient du Rwanda. La presse avait pourtant relevé l'absence d'enquête judiciaire depuis la découverte de ces corps il y a deux mois. Lui assure que cette enquête a bien eu lieu et que sa « certitude » est fondée sur les preuves accumulées au cours de celle-ci. « Cela est corroboré, affirme-t-il, par la géographie de l'endroit où ont été découverts ces cadavres, les rapports des différents services de sécurité, ceux des autorités administratives burundaises, les témoignages des Burundais et Rwandais agriculteurs et pêcheurs riverains de la rive Akagera et du lac Rweru ». Seule zone d'ombre qui persiste selon lui, « l'identification de ces cadavres ». La police du Burundi n'en a pas les moyens et Bujumbura avait évoqué il y a quelque temps, une participation éventuelle du FBI américain à cette enquête. Le ton a changé aujourd'hui : « Que ce soit le FBI, que d'autres services, nous avons besoin d'un apport en expertise pour seulement identifier ces cadavres ». Cette déclaration devrait sans doute relancer la polémique avec Kigali, qui a toujours assuré que ces cadavres ne concernaient que le Burundi. Le département d'État américain a assuré à RFI qu'il est en train de discuter avec les gouvernements concernés des options pour une assistance judiciaire internationale, mais il précise que le FBI n'a jamais offert ou n'a jamais été sollicité pour une assistance dans cette affaire.